



VEILLE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT – ENERGIE – ENTREPRISES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N°07 – Juillet/août 2022

Sommaire :

● CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT-LOGEMENT2

1. Nord Stream 1 : La Russie stoppe les livraisons de gaz2
2. Un nouveau mécanisme de « prélèvement complémentaire sur le gaz » : une facture annuelle évaluée de 5,3Md€ pour les industries intensives.....2
3. Le gouvernement renforce les mesures de protection pour l'hiver2
4. Un programme d'aide de 5 Mds € pour les industries à forte consommation d'énergie....3
5. L'Allemagne serait en capacité de passer l'hiver sans gaz russe3
6. L'Allemagne doit économiser le plus de gaz dans l'UE4
7. Catastrophe écologique à la frontière polonaise.....4
8. Un troisième paquet de mesures début septembre pour faire face à la crise énergétique.....4
9. Avenir fixé pour le nucléaire allemand, coalition fragilisée5

● TRANSPORTS.....5

1. Un bilan salué, mais nuancé, du ticket à 9 euros.....5
2. L'emblématique ticket à 9 euros fait débat sur sa prolongation.....6

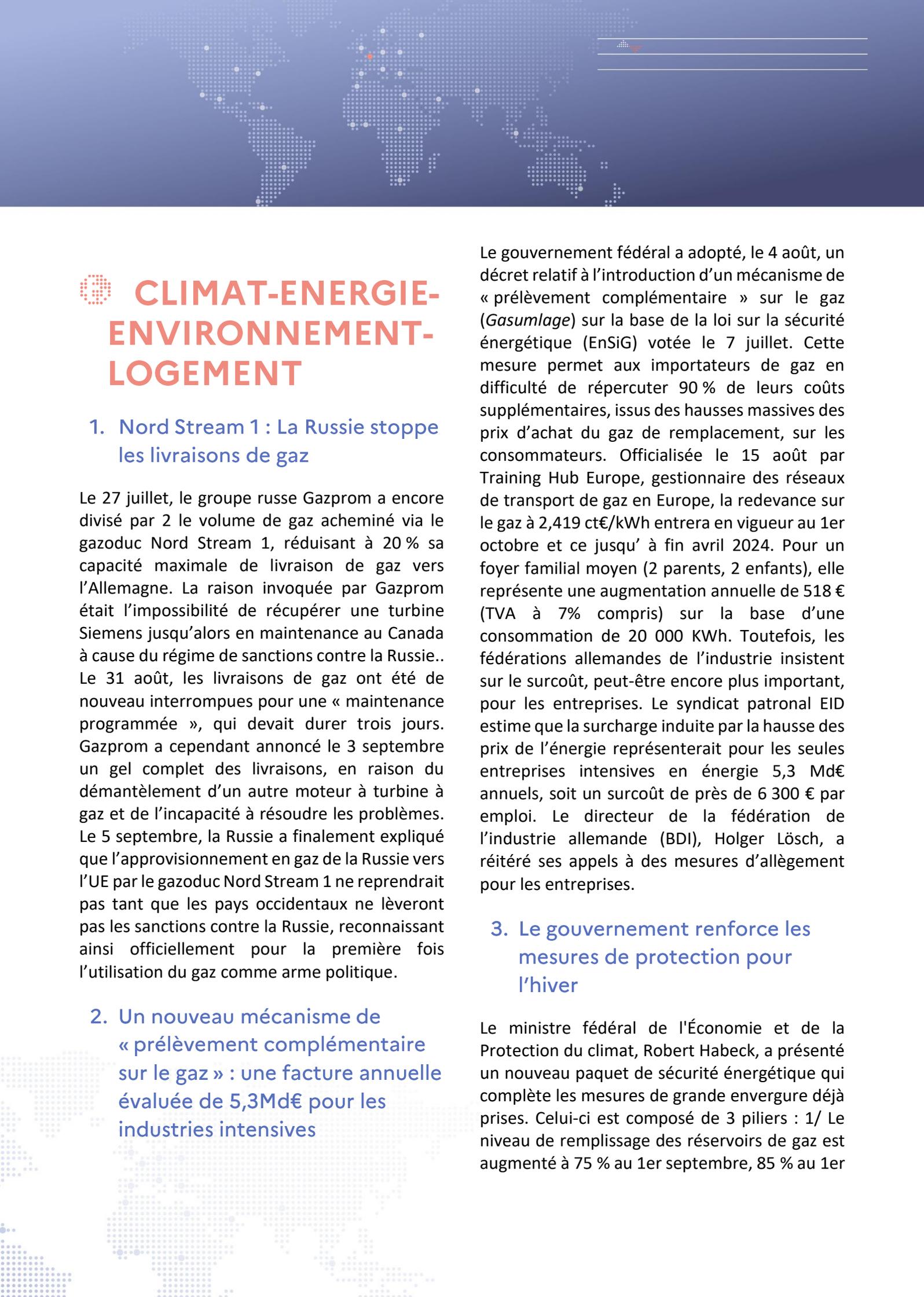
3. Niveau du Rhin au plus bas : l'Allemagne navigue à vue 6
4. Alstom : le premier train à H2 circule en Basse-Saxe 6
5. Accord sur la baisse des aides pour les véhicules électriques..... 7
6. Après 2 ans, les comptes de nouveau au vert pour Lufthansa..... 7
7. La DB rejoint la Star Alliance pour renforcer ses offres intermodales..... 7

● ENTREPRISES ET INTERNATIONAL..... 8

1. L'Allemagne, future république de l'hydrogène ? Nouveau partenariat avec le Canada..... 8
2. Uniper : plan de sauvetage de 15Mds € et nationalisation partielle du géant gazier..... 8
3. Résultats semestriels du DAX : chiffres d'affaires record, bénéfices en chute libre 8

● NUMERIQUE-INNOVATION..... 9

1. Le gouvernement dévoile sa stratégie cybersécurité..... 9
2. La coalition tricolore adopte la toute première stratégie startup allemande..... 9
3. La Bavière mise sur la fusion nucléaire ...10



CLIMAT-ENERGIE- ENVIRONNEMENT- LOGEMENT

1. Nord Stream 1 : La Russie stoppe les livraisons de gaz

Le 27 juillet, le groupe russe Gazprom a encore divisé par 2 le volume de gaz acheminé via le gazoduc Nord Stream 1, réduisant à 20 % sa capacité maximale de livraison de gaz vers l'Allemagne. La raison invoquée par Gazprom était l'impossibilité de récupérer une turbine Siemens jusqu'alors en maintenance au Canada à cause du régime de sanctions contre la Russie.. Le 31 août, les livraisons de gaz ont été de nouveau interrompues pour une « maintenance programmée », qui devait durer trois jours. Gazprom a cependant annoncé le 3 septembre un gel complet des livraisons, en raison du démantèlement d'un autre moteur à turbine à gaz et de l'incapacité à résoudre les problèmes. Le 5 septembre, la Russie a finalement expliqué que l'approvisionnement en gaz de la Russie vers l'UE par le gazoduc Nord Stream 1 ne reprendrait pas tant que les pays occidentaux ne lèveront pas les sanctions contre la Russie, reconnaissant ainsi officiellement pour la première fois l'utilisation du gaz comme arme politique.

2. Un nouveau mécanisme de « prélèvement complémentaire sur le gaz » : une facture annuelle évaluée de 5,3Md€ pour les industries intensives

Le gouvernement fédéral a adopté, le 4 août, un décret relatif à l'introduction d'un mécanisme de « prélèvement complémentaire » sur le gaz (*Gasumlage*) sur la base de la loi sur la sécurité énergétique (EnSiG) votée le 7 juillet. Cette mesure permet aux importateurs de gaz en difficulté de répercuter 90 % de leurs coûts supplémentaires, issus des hausses massives des prix d'achat du gaz de remplacement, sur les consommateurs. Officialisée le 15 août par Training Hub Europe, gestionnaire des réseaux de transport de gaz en Europe, la redevance sur le gaz à 2,419 ct€/kWh entrera en vigueur au 1er octobre et ce jusqu' à fin avril 2024. Pour un foyer familial moyen (2 parents, 2 enfants), elle représente une augmentation annuelle de 518 € (TVA à 7% compris) sur la base d'une consommation de 20 000 kWh. Toutefois, les fédérations allemandes de l'industrie insistent sur le surcoût, peut-être encore plus important, pour les entreprises. Le syndicat patronal EID estime que la surcharge induite par la hausse des prix de l'énergie représenterait pour les seules entreprises intensives en énergie 5,3 Md€ annuels, soit un surcoût de près de 6 300 € par emploi. Le directeur de la fédération de l'industrie allemande (BDI), Holger Lössch, a réitéré ses appels à des mesures d'allègement pour les entreprises.

3. Le gouvernement renforce les mesures de protection pour l'hiver

Le ministre fédéral de l'Économie et de la Protection du climat, Robert Habeck, a présenté un nouveau paquet de sécurité énergétique qui complète les mesures de grande envergure déjà prises. Celui-ci est composé de 3 piliers : 1/ Le niveau de remplissage des réservoirs de gaz est augmenté à 75 % au 1er septembre, 85 % au 1er

octobre et 95 % au 1er novembre (soit +5pp) ; 2/ Afin de réduire la production d'électricité à partir de gaz, les centrales au lignite pourront être réintégrées au réseau de production d'électricité (en plus des centrales à houille) en remplacement des centrales au gaz naturel dès le 1er octobre. En parallèle, le paquet prévoit la levée du plafonnement de production des EnR (biogaz et solaire) ; 3/ Un ensemble de mesures d'efficacité énergétique et d'économie d'énergie entre en vigueur : réduction de la consommation des entreprises, baisse du chauffage dans les bâtiments d'habitation, équilibrage hydraulique et remplacement des pompes de chauffage inefficaces, interdiction de chauffer les piscines privées.

4. Un programme d'aide de 5 Mds € pour les industries à forte consommation d'énergie

La Commission européenne a autorisé en juillet le nouveau plan d'aide de l'Allemagne qui prévoit un soutien aux entreprises fortement consommatrices d'énergie confrontées à des coûts supplémentaires importants en raison de la hausse des prix du gaz naturel et de l'électricité, pour un total de 5 Mds €. Les coûts énergétiques à partir de 2021 seront utilisés comme base de référence. Conformément à l'encadrement temporaire, 3 niveaux de soutien sont prévus : (i) 30% de la différence de prix (jusqu'à 2 M€) pour les entreprises de secteurs à forte intensité énergétique et commerciale ; (ii) jusqu'à 50 % de la différence de prix (jusqu'à 25 M€) pour les entreprises justifiant d'une perte d'exploitation due aux coûts énergétiques supplémentaires ; et (iii) jusqu'à 70 % de la différence de prix et jusqu'à 50 M€ pour les entreprises de 26 secteurs.

5. L'Allemagne serait en capacité de passer l'hiver sans gaz russe

Selon une [étude](#) de l'institut ECONtribute, l'Allemagne serait en capacité de passer l'hiver sans gaz russe. En cas d'interruption complète des livraisons de gaz russe dans les prochaines semaines, l'Allemagne devra réduire sa consommation de gaz d'environ 25 % (soit 210 TWh) d'ici la fin de la prochaine saison de chauffage (avril 2023), en tenant compte de la mise en service des nouveaux terminaux de gaz naturel liquéfié en hiver et des importations de gaz en provenance de pays tiers. C'est la production d'électricité qui devrait réaliser la plus grande économie, avec 45 % de consommation de gaz en moins, principalement en reconnectant les centrales à charbon au réseau. L'industrie devrait économiser environ 20 % de sa consommation, ce qui sera possible si le gouvernement encourage la création de nouvelles chaînes d'approvisionnement pour les matières premières via la réduction des droits d'importation. Les ménages devraient également réduire leur consommation de gaz de 16 %. Pour le chauffage, cela correspond à une baisse de la température ambiante de 2,5 degrés, qui passera par une meilleure isolation thermique. Les chercheurs proposent en outre une taxe sur le gaz qui récompenserait les consommateurs économes par un remboursement. Il est également important de prendre des mesures pour économiser l'énergie de chauffage dans le secteur commercial, par exemple par le biais du télétravail ou de la modification des heures d'ouverture des magasins.

6. L'Allemagne doit économiser le plus de gaz dans l'UE

L'Allemagne doit réduire sa consommation absolue de gaz plus qu'aucun autre pays de l'UE afin d'atteindre l'objectif de 15 % d'économie fixé par l'Union européenne. Selon les calculs de l'agence de presse dpa, basés sur les données de la Commission européenne, l'Allemagne doit consommer 10 Mds de mètres cubes de gaz en moins entre août et mars 2023 pour atteindre l'objectif fixé par les pays de l'UE. La quantité de gaz à économiser équivaut à la consommation moyenne de 5 millions de ménages de quatre personnes par an. Ainsi, en raison de sa consommation de gaz relativement élevée, l'Allemagne doit économiser plus que les autres en chiffres absolus. L'Italie vient ensuite, avec une économie nécessaire d'un peu plus de 8 Mds de mètres cubes d'ici mars 2023. La France et les Pays-Bas doivent consommer environ 5 Mds de mètres cubes de moins. Au total, l'UE doit économiser environ 45 Mds de mètres cubes de gaz - l'Allemagne serait donc responsable de près d'un quart des économies.

7. Catastrophe écologique à la frontière polonaise

Le fleuve Oder, qui prend sa source en République Tchèque puis traverse la Pologne, a été le théâtre d'une catastrophe écologique cet été. Avant de se jeter dans la mer baltique, il constitue la moitié nord de la frontière germano-polonaise : c'est sur ces rives que se sont entassés, au cours du mois d'août, des milliers de poissons morts. Cause probable : le soudain développement d'algues toxiques, favorisé par la salinité particulièrement haute du cours d'eau ces dernières semaines. Si le niveau d'eau anormalement bas et les températures record

de l'été expliquent en partie ce dérèglement, la responsabilité humaine semble indéniable, alors que des capteurs avaient déjà relevé le taux de salinité critique début août. Malgré quelques tensions, les deux pays se sont entendu pour lancer une enquête, pierre angulaire d'une coopération pour protéger efficacement la biodiversité de la région. Les résultats sont attendus pour fin septembre, entre temps, la ministre de l'environnement Lemke (BMUV) et son homologue polonaise devraient mettre en oeuvre l'« Aktionsprogramme Oder », annoncé fin août : l'encadrement des déversements lors d'été caniculaire, le contrôle renforcé des pollueurs clandestins (près de 300 déversements d'eau usées illégaux déjà recensés par la police polonaise).

8. Un troisième paquet de mesures début septembre pour faire face à la crise énergétique

Après des semaines de négociations, la coalition AMPEL s'est mise d'accord ce week-end du 3/4 septembre sur un troisième paquet d'allègement pour les ménages et les entreprises confrontés à une inflation rapide due à la crise de l'approvisionnement énergétique en Europe. D'un montant de 65 Mds €, ce paquet est plus important que les deux précédents combinés (30 Mds€) et sera utilisé pour préparer le pays aux « temps difficiles à venir » selon Scholz. Au niveau de l'énergie, des aides directes ciblées (chèques étudiants et retraités, complément puis réforme de l'allocation logement) seront mis en place. Une compensation pour les entreprises énergivores, dont l'activité n'est plus viable, est également prévue. La plus grosse mesure concerne le marché de l'électricité, où le Bund entend mettre en place un prélèvement sur les bénéfices exceptionnels réalisés par les

producteurs d'électricité à bas coût et qui ne dépendent pas du prix du gaz, actuellement très élevé du fait de la situation géopolitique. L'objectif est d'écrêter les profits dits fortuits des producteurs d'électricité (ENR, centrales à charbon, centrales nucléaires), dont les coûts de production sont restés constants, mais qui jouissent de profits anormalement élevés, qualifiés de fortuits (« Zufallsgewinne »). Dans le même temps, le gouvernement introduira un « plafonnement du prix de l'électricité » (Strompreisbremse) pour les ménages et les PME, pour une « consommation de base » (à définir), pour laquelle ils profiteront de prix réduits. Au-delà de celle-ci, les consommateurs privés payeront le prix du marché.

9. Avenir fixé pour le nucléaire allemand, coalition fragilisée

Le plan de sortie initial du nucléaire prévoyait un arrêt définitif des trois dernières centrales (environ 6 % de la production d'électricité allemande) à la fin de l'année 2022. Par précaution, deux de ces centrales (Isar 2 et Neckarwestheim 2), situées au sud de l'Allemagne, resteront exceptionnellement sur la réserve et « activables » jusqu'à la mi-avril 2023 pour éviter toute pénurie d'électricité cet hiver. Alors que la position de l'Allemagne quant à la sortie du nucléaire ne faisait nul doute cette dernière décennie, la crise ukrainienne a rebattu les cartes et entraîné un changement dans l'opinion publique, sous l'impulsion de l'opposition, mais aussi du FDP, le débat sur la relance du nucléaire empoisonnant la coalition gouvernementale « feu tricolore » depuis le printemps. Si la direction du groupe parlementaire des Verts au Bundestag s'est rangée derrière la décision de Habeck, cette dernière reste bien en deçà des exigences du

FDP, son partenaire de coalition et suscite la controverse.

TRANSPORTS

1. Un bilan salué, mais nuancé, du ticket à 9 euros

Le 1er septembre, l'expérience du ticket 9 euros a pris fin. Ce dispositif, permettant aux usagers des mois de juin, juillet et août d'utiliser à volonté les transports de proximité (transports en commun et trains régionaux), dans toute l'Allemagne, aura eu un écho dans le monde entier. Si le message envoyé par le signal-prix est unanimement salué pour sa contribution au Verkehrswende, les résultats sont un peu plus controversés, notamment en raison de l'absence de référentiel clair (saisonnalité de l'usage des transports, années 2020 et 2021 biaisées par la crise sanitaire). Du côté des points positifs, on retrouve une fréquentation fortement accrue dans les transports en commun : la fréquentation au 2e trimestre 2022 (dont seul un mois avec ticket à 9 euros) a augmenté de 46 % par rapport au 1er trimestre, et de 74 % par rapport à la même période en 2021. Avec plus de 52 millions de billets vendus, la mesure s'est imposée comme un succès populaire. succès marquants selon diverses enquêtes : la popularité de la mesure (98 % de la population en avait connaissance) et sa capacité à freiner l'inflation. A l'inverse, les données de report modal sont moins enthousiasmantes : si, dans certaines villes, des congestions du trafic moins fréquentes ont été relevées, le report modal au niveau national est estimé à un niveau décevant de 3 %. Les Allemands auraient ainsi utilisé les transports en commun (sorties, voyages), pour aller plus loin, plus souvent, mais sans pour

autant délaisser leurs voitures. Enfin, les syndicats déplorent des conditions de travail très compliquées pour les cheminots et une sécurité dégradée pour le personnel.

2. L'emblématique ticket à 9 euros fait débat sur sa prolongation

Dès la fin du mois de juin, les Verts avaient été les premiers à soulever la question de sa pérennisation. Si un ticket à 365 € l'année, sur le modèle de la ville de Vienne, était un temps évoqué, une autre option a été proposée par le parti, moteur sur ce sujet : un ticket à 29 € par mois mais réservé à une utilisation au sein d'un même Land. En parallèle, les utilisateurs se verraient proposés un ticket à 49 € pour voyager librement sur l'ensemble du territoire allemand. Il serait financé en partie par la suppression de l'avantage fiscal sur les voitures de fonction, chiffré à 3,1 Mds € par an. Le SPD soutenait également la pérennisation d'un ticket unique à bas prix, mais privilégie une taxe sur les superprofits pour financer la mesure. Le FDP se montre bien plus réticent, surtout le ministre des Finances Christian Lindner au regard de l'impact budgétaire. Alors que la coalition s'est finalement dite prête, le 4 septembre dans le cadre de son 3^{ème} paquet de mesures de soutien, à apporter une contribution de 1,5 Mds € pour la mise en place d'un ticket de transport unique à l'échelle nationale, oscillant entre 49 et 69 €, la proposition est accueillie fraîchement par les Länder dont la participation financière attendue serait substantielle.

3. Niveau du Rhin au plus bas : l'Allemagne navigue à vue

Le Rhin souffre depuis mi-juillet d'un phénomène de basses eaux sur l'ensemble de

son parcours, du à la combinaison de faibles chutes de neige au cours d'un hiver très doux, et de la sécheresse historique de cet été. L'étiage du Rhin est particulièrement problématique à Kaub, entre Coblenze et Mayence, point le plus étroit et accidentogène de la route fluviale, où la profondeur a atteint, le 16 août, un minimum de 32 cm, sachant qu'un niveau de 30 cm aurait rendu la continuité de la navigation impossible. Pour tenir compte de la faible profondeur, les bateaux qui circulent sur le Rhin sont contraints de limiter leur chargement de 20 % à 30 % de leur capacité. Cela a contribué à une hausse des prix, aggravée par une forte dissymétrie entre l'offre et la demande de transport fluvial. Dans un contexte où l'Allemagne mise de nouveau sur les centrales à charbon de la Ruhr pour sa production d'électricité, les conséquences énergétiques inquiètent également, le Rhin étant un couloir majeur pour les matières premières dont le charbon ou les produits pétroliers. Uniper a déjà fait part de perturbations pour l'une de ses centrales. Les économistes sont pessimistes : la Landesbank Baden-Württemberg prévoit une baisse d'un quart à un demi-point de PIB imputable au seul phénomène de basses eaux sur le fleuve.

4. Alstom : le premier train à H2 circule en Basse-Saxe

Le français Alstom a inauguré, à la fin de l'été, la première ligne ferroviaire régulière au monde fonctionnant entièrement à l'hydrogène. Celle-ci relie, depuis le 24 août, Cuxhaven, Bremerhaven, Bremervörde et Buxtehude, dans la région de Brème/Hambourg et mobilise 14 trains. Outre la réussite d'un grand groupe français outre-Rhin, ce projet est profondément franco-allemand par sa conception : la construction des rames s'effectue à Tarbes (65),

et leur assemblage à Salzgitter de l'autre côté de la frontière. « 4400 tonnes de CO2 » devraient être économisées par le remplacement des locomotives à diesel sur cette ligne non-électrifiée.

5. Accord sur la baisse des aides pour les véhicules électriques

Après d'intenses tractations entre les trois partis de la coalition « feu tricolore », qui avaient maintenu une certaine ambiguïté dans le contrat de coalition (réformer « *de manière dégressive, de sorte qu'à partir du 1er janvier 2023, il ne soit attribué qu'aux véhicules ayant un effet positif avéré sur le climat* »), le gouvernement a finalement présenté fin juillet son projet de refonte des aides à l'achat de véhicules électriques neufs. La suppression des subventions à l'achat des plug-in hybrides, dès le 1^{er} janvier 2023, s'impose comme la mesure principale. Les autres modifications annoncées sont des baisses substantielles du niveau d'aides pour les véhicules tout-électriques, de l'ordre de -25 % à -35 % selon le type de voiture. A l'heure actuelle, certaines questions restent en suspens : le devenir de l'avantage fiscal sur les voitures hybrides de fonction (l'utilisation privée n'est taxée qu'à 0,5 % au lieu de 1 % pour les voitures thermiques) n'est par exemple pas encore scellé.

6. Après 2 ans, les comptes de nouveau au vert pour Lufthansa

Pourtant minée par le chaos aux aéroports dont a souffert le trafic de voyageurs, Lufthansa a annoncé début août que le bilan du groupe était positif au 2^e trimestre 2022. C'est la première fois depuis la pandémie de Covid-19 qu'un bénéfice net est dégagé, en l'occurrence 259 M€

(393 M€ d'Ebit). Ce bon résultat a été porté par la performance du fret, qui profite des perturbations récurrentes du transport maritime de marchandises. Si le PDG Carsten Spohr annonce désormais un objectif de bénéfice net de 500 M€ pour l'année 2022, la route semble toujours semée d'obstacles : notamment des difficultés de recrutement et crispations avec le personnel navigant, notamment dues à une politique stricte d'austérité durant la crise..

7. La DB rejoint la Star Alliance pour renforcer ses offres intermodales

Le 1^{er} août, la compagnie ferroviaire allemande est entrée dans la Star Alliance, qui regroupait jusqu'alors 26 compagnies aériennes, dont Air Canada, Air China, Singapore Airlines et surtout Lufthansa. Ce partenariat a pour but d'étendre à de nouvelles destinations le partenariat ferroviaire-aérien entre la Deutsche Bahn et Lufthansa, via le dispositif « Lufthansa Express Rail », en vigueur depuis 20 ans. Ce système permet de réserver en une seule facture vol et train à grande vitesse, afin de favoriser les correspondances intermodales. Des trains spéciaux depuis la gare l'aéroport de Francfort, parfois sans arrêt (vers Hambourg et Munich), sont dédiés à ce dispositif qui concerne 24 villes, et a vocation à s'étendre : les dirigeants y voient une réponse efficace aux difficultés actuelles du secteur aérien, notamment aux annulations de vols et à la pénurie de main d'œuvre. La DB et Lufthansa, qui font état d'une fréquentation annuelle proche des 500 000 voyageurs, ont annoncé un objectif de 5 millions de passagers en 2030.

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

1. L'Allemagne, future république de l'hydrogène ? Nouveau partenariat avec le Canada

Depuis le lancement du Plan National Hydrogène en juin 2020 par le BMWi, l'Allemagne multiplie les initiatives en matière d'approvisionnement en hydrogène. Déjà au cœur de l'accord de coopération signé avec l'Inde le 2 mai, l'hydrogène était également la raison principale du déplacement d'Olaf Scholz et Robert Habeck au Canada les 21 et 22 août. En ratifiant la « Canada-Germany Hydrogen Alliance », les deux pays s'engagent à développer une chaîne d'approvisionnement en hydrogène du Canada vers l'Allemagne, dont les premiers exports devraient voir le jour début 2025. Plus largement, Justin Trudeau et le chancelier allemand se sont réjouis de ce partenariat transatlantique, ouvrant la porte à une plus ample collaboration entre ces deux puissances qui partagent les mêmes objectifs face aux enjeux climatiques actuels. Auparavant, le ministère fédéral de l'Education et de la Recherche (BMBF) avait publié, le 21 juillet, son atlas de l'hydrogène. Il s'agit d'un inventaire librement accessible de toutes les chaînes de valeur de l'hydrogène au niveau régional afin de faciliter la planification de futurs projets et de comparer le recours à l'hydrogène avec les autres combustibles pour tous les secteurs et toutes les applications.

2. Uniper : plan de sauvetage de 15Mds € et nationalisation partielle du géant gazier

Du fait des réductions d'approvisionnement en gaz russe, le géant allemand de l'énergie a essuyé 12 Mds € de pertes nettes pour le 1^{er} semestre 2022 et son PDG, Hans-Dietrich Maubach s'attend à des pertes journalières de l'ordre de 100 M€ jusqu'à la fin du mois de septembre. Afin d'éviter un « Lehman Brothers de l'énergie », les ministères fédéraux de l'économie et du climat (BMWK) et des finances (BMF) ont approuvé, le 22 juillet, un plan de sauvetage de 15 Mds € qui comprend 3 piliers : 1/ une augmentation de capital de 267 M€ (prix d'émission de 1,70€ par action contre un cours de bourse au 22/07 de 10,47€ à l'ouverture) et une prise de participation de l'Etat allemand à hauteur de 30% ; 2/ un prêt public jusqu'à 7 Mds € en obligations convertibles ; 3/ une extension à 9 Mds € de la ligne de crédit auprès de la banque publique KfW (contre 2 Mds € de margining auparavant). Si le prélèvement complémentaire sur le gaz, qui entrera en vigueur au 1er octobre, sera reversé en grande partie à Uniper, la directrice financière du groupe, Tiina Tuomela, prévoit encore un résultat négatif pour 2022. Malgré l'amélioration des bénéfices prévue en 2023, la direction n'attend pas de résultat positif avant 2024.

3. Résultats semestriels du DAX : chiffres d'affaires record, bénéfices en chute libre

Au 2^{ème} trimestre 2022, les entreprises allemandes présentent des résultats encourageants. Les entreprises du DAX voient

leurs chiffres d'affaires agrégés augmenter de 14% par rapport au 2ème trimestre 2020 et atteindre le chiffre record de 450 Mds €. Toutefois, si les chiffres d'affaires augmentent, les bénéfices diminuent de 19% en glissement annuel. Même constat pour la trésorerie des entreprises du DAX qui se contracte de 17 %. Plusieurs phénomènes sont notables : 1/ l'industrie automobile se porte très bien (Mercedes et VW affichent 12 Mds € de bénéfices, soit le tiers des bénéfices totaux des 30 entreprises qui forment l'indice) ; 2/ la reprise des entreprises allemandes est bien meilleure sur le continent nord-américain, le chiffre d'affaire agrégé du DAX est en hausse de 3 % en Europe contre 23% en Amérique du Nord, qui représente désormais 32 % des ventes totales des entreprises du DAX ; 3/ la faiblesse de l'euro stimule les bénéfices du DAX, outre la forte demande américaine, Merck a par exemple souligné que sur ses 13,1% de croissance d'EBIDTA au 2ème trimestre, 3,2 pp sont dus aux effets de change.

NUMERIQUE- INNOVATION

1. Le gouvernement dévoile sa stratégie cybersécurité

La ministre fédérale de l'Intérieur Nancy Faeser a présenté le 12 juillet la stratégie de cybersécurité du gouvernement fédéral. Elle est axée autour des thématiques suivantes : défense contre les cyberattaques sur les infrastructures critiques, intensification de la lutte contre la cybercriminalité et le renforcement de la résilience de l'Etat fédéral. Le document insiste particulièrement sur le renforcement des

capacités et moyens des agences de l'Etat ainsi que l'harmonisation nécessaire entre Etat fédéral et Landers. Dans le détail, 8 volets sont développés : (i) moderniser et harmoniser l'architecture de la cybersécurité, (ii) renforcer les capacités et les instruments techniques d'enquête et d'analyse des autorités de sécurité, (iii) lutter contre la cybercriminalité et les contenus illicites sur Internet, (iv) renforcer la cybersécurité des autorités fédérales, (v) renforcer la cyber-résilience des infrastructures critiques (KRITIS), (vi) mieux protéger les infrastructures civiles contre les cyberattaques, (vii) renforcer la Souveraineté digitale dans la cybersécurité et accroître la recherche dans le domaine et (viii) créer une capacité de communication résistante aux crises et développer la sécurité des infrastructures de réseaux.

2. La coalition tricolore adopte la toute première stratégie startup allemande

Après proposition du BMWK en juin 2022, la coalition tricolore a adopté le 27 juillet la toute première stratégie allemande en matière de start-ups. Il s'agit d'une feuille de route ambitieuse dont l'objectif est de renforcer l'écosystème start-ups en Allemagne. La question du renforcement du financement des start-ups est centrale, Christian Lindner, ministre des Finances, a précisé qu'il voulait faciliter l'accès des start-ups au marché des capitaux et à la mobilisation des capitaux propres, et qu'une loi de financement serait proposée prochainement. Parmi les 10 domaines d'action identifiés, on retrouve également l'attractivité des talents avec une facilitation de l'intéressement en capital des employés, l'amélioration des conditions-cadres avec un

soutien particulier aux start-ups issues d'innovations scientifiques ou destinées aux marchés publics, la facilitation de l'accès aux données, ainsi que les enjeux de numérisation et de diversité dans les start-ups.

3. La Bavière mise sur la fusion nucléaire

Après avoir levé 35 M€ et signé une coopération industrielle avec Siemens Energy, Trumpf et Thalès en mars dernier, la start-up bavaroise Marvel Fusion a officialisé le 7 juillet une nouvelle coopération avec la Ludwig-Maximilian-Universität (LMU) au sein du Center for Advanced Laser Applications (CALA). Alors que le débat sur la prolongation des centrales à fission nucléaire fait rage en Allemagne, le ministre des Sciences bavarois, Markus Blume (CSU) a réaffirmé l'objectif de Marvel Fusion : utiliser des lasers haute puissance pour développer un réacteur de fusion nucléaire allemand et raccourcir l'horizon temporel d'un déploiement industriel, qui ne devrait intervenir qu'en 2035 pour le projet Iter, premier projet mondial auquel la participation de l'UE s'élève à 6 Mds € pour le budget 2021-2027. Devant le constat que 30 des 35 projets en cours dans le monde sont américains, le ministre bavarois insiste sur l'importance stratégique de ce premier projet allemand et exhorte le

gouvernement fédéral à s'impliquer financièrement. Si la région participe à hauteur de 2,5 M€ au projet Marvel Fusion, ces montants sont incomparables avec le récent programme américain signé par Joe Biden.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédacteurs : Emilie MANCEAU-DARRIVÈRE, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Esther GOREICHY, Stéphanie JALLET, Gabriel ROUX, Antoine LECLERCQ, Charles ALCAIDE, Arthur LOLLIER

Pour s'abonner :

berlin@dgtresor.gouv.fr

Pour se désinscrire :

berlin@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

©